

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESKA

Route nationale 13
39700 Évans

Références : CP/MV/2024/C_192
Code AIOT : 0005902063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement ESKA implanté Route nationale 13 39700 Évans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale d'identification de situation illégale de gestion de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- Route nationale 13 39700 Évans
- Code AIOT : 0005902063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site d'Evans est spécialisé dans le tri, transit, regroupement de déchets principalement métalliques, notamment des DEEE. Il dispose d'un agrément VHU pour l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
4	Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet
5	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	Sans objet
6	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site ESKA d'EVANS assurait la collecte, le transit et le regroupement de DEEE qu'il remettait ensuite à des opérateurs de traitement ayant conclu un contrat avec un ou plusieurs éco-organismes agréés. Les justificatifs de l'existence et de l'adéquation du contrat ont été fournis à l'inspection.

La visite du site a permis de constater l'absence d'activité de traitement. La gestion des DEEE est réalisée dans un cadre légal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter daté du 20 juillet 2007. Son article 1.2.1 liste les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Depuis l'obtention de cette autorisation, plusieurs décrets ont modifié la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques relatives aux activités de gestion de déchets. L'exploitant (GDE puis ESKA) a régulièrement communiqué à l'administration le positionnement de ses activités au regard des évolutions de la nomenclature.</p> <p>La dernière mise à jour des installations et activités du site concernées par une rubrique de la nomenclature a été adressée à l'inspection par courrier du 15 décembre 2022 en réponse notamment au courrier de l'inspection du 02 octobre 2019.</p> <p>Elle indique que le site est autorisé à exploiter une installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de traitement de déchets non dangereux, en l'occurrence des déchets métalliques, au moyen d'une presse-cisaille (1500 t/j) et par oxycoupage (200t/j), • de tri, transit et regroupement de déchets dangereux (40 tonnes batteries), • de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial (3 tonnes de batteries et 6 tonnes de DEEE). <p>L'activité de transit, regroupement et tri de DEEE visée à la rubrique 2711 relèverait du régime de la déclaration (le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 1 000 m³). L'inspection note que l'exploitant a indiqué la surface concernée par cette activité, 180 m², sans préciser le volume de DEEE susceptibles d'être présents.</p> <p>Les DEEE sont entreposés, selon leur nature, sur différentes aires qui sont signalées : gros électroménagers froids et hors froids (GEM F et HF) dangereux et non dangereux.</p> <p>Le volume de DEEE présent lors de l'inspection est de l'ordre de quelques mètres cubes (ballons d'eau chaude). L'exploitant a indiqué avoir fait évacuer les GEM F et HF dans les jours précédents l'inspection, ce qui a pu être confirmé par la consultation de Trackdéchets.</p> <p>En conclusion, l'inspection n'a pas constaté l'exercice d'activité non couverte pas l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 2007.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle statistique de la base Trackdéchets indique que l'exploitant émet des bordereaux électroniques dans ce système de gestion des bordereaux de suivi de déchets lorsqu'il remet un déchet dangereux à un tiers. Des bordereaux sont également émis pour les déchets non dangereux.</p> <p>Des bordereaux de tournée (bordereaux annexes) sont établis lorsqu'il remet des DEEE à un collecteur autorisé à faire de la rupture de traçabilité (regroupement).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de</p>

transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.
III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.
IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.
V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

<p>Constats :</p> <p>L'établissement ESKA de EVANS a indiqué être concerné par 2 contrats avec des éco-organismes. Les contrats et leurs annexes ont été communiqués après l'inspection.</p> <p>Contrat avec ECOSYSTEM : le site d'EVANS est mentionné à l'annexe 2 du contrat signé le 28/04/2024 avec ESKA (identification des sites concernés par le contrat et signataire habilité).</p> <p>Contrat avec ECOLOGIC : l'exploitant a fourni une attestation d'ECOLOGIC signé le 01/01/2024 indiquant que le site ESKA de EVANS est concerné par le contrat signé avec DERICHEBOURG, maison mère d'ESKA. Elle indique les équipements et les opérations de gestion que le site d'EVANS peut réaliser. L'attestation est valable 1 an.</p> <p>L'exploitant a précisé que seules les activités de tri, transit, regroupement étaient réalisées sur le site d'EVANS.</p> <p>Certains déchets sont gérés pour le compte de l'éco-organisme ECOSYSTEM qui en reste propriétaire et choisit, par appel d'offre, le prestataire en charge de les traiter. C'est notamment le cas des GEM F dont le traitement nécessitent des équipements spécifiques dont les sites ESKA d'EVANS et de FRANOIS sont dépourvus.</p> <p>L'exploitant a indiqué être régulièrement audité par les eco-organismes comme le prévoit les contrats.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p>

Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté;

- composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;
- piles et accumulateurs ;
- cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;
- cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;
- matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;
- déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;
- tubes cathodiques ;
- chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbones (HCFC) ou hydrofluorocarbones (HFC), hydrocarbures (HC) ;
- lampes à décharge ;
- écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;
- câbles électriques extérieurs ;
- composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;
- composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;
- condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).

Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a indiqué que le site d'Evans était une installation de tri/transit/regroupement de DEEE. Les opérations de tri consistent au retrait des piles et batteries de certains équipements.

Le registre des déchets (Trackdéchets) indique que les DEEE hors froid à dépolluer ou à broyer sont envoyés sur le site ESKA de Franois situé dans le département du Doubs.

La visite du site n'a pas mis en évidence d'activité de traitement de DEEE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extraction des piles et accumulateurs portables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)

Thème(s) : Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant procède au retrait des piles des appareils portables qui sont ensuite collectées par un centre de regroupement situé dans le Jura pour le compte de l'éco-organisme SCRELEC. Un BSD a été émis le 7 mai 2024 pour un tonnage de 160 kg environ. Le bordereau indique que l'éco-organisme est responsable du déchet, de la collecte et/ou du traitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
Prescription contrôlée : Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont : <ul style="list-style-type: none"> • pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs. • couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses). Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; • les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ; • les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ; • elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Les sols des aires d'entreposages sont constitués de dalles en béton.

Les eaux de ruissellement sont dirigées vers le point bas du site et sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet (l'installation de collecte et de traitement des eaux de ruissellement faisait l'objet de travaux de mise en conformité le jour de l'inspection mais les installations "historiques" étaient toujours en fonctionnement).

Les piles retirées de certains équipements sont stockées dans un fût entreposé dans le bâtiment principal.

Type de suites proposées : Sans suite